



Madame l'inspectrice d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD

Nous voici réuni dans une instance à effectif réduit suite au boycott de certaines organisations syndicales.

L'Unsa éducation n'a pas pour habitude de pratiquer la politique de la chaise vide. Nous n'ignorons rien du mouvement de colère de nos collègues du second degré et bien au contraire, c'est en siégeant que nous le soutenons le mieux.

Nos collègues nous ont élus et nous mesurons la chance que nous avons de pouvoir, transmettre leur mécontentement, leur désapprobation, le sentiment d'injustice et le manque de considération dont ils sont l'objet.

Aussi il est important que nos instances soient les témoins et la mémoire des mouvements de grèves qu'entraînent le déploiement des moyens pour l'année à venir.

Le risque de voir disparaître les comités techniques locaux lors de la nouvelle territorialisation au profit d'instances supérieures académiques nous conforte dans la défense de ces premiers. En effet que deviendra la Seine et Marne lorsqu'elle devra se battre contre Paris ou la Seine Saint Denis pour obtenir des moyens nécessaires au bon fonctionnement de son système éducatif.

Ceci est d'autant plus important qu'il semble qu'un dialogue social soit à nouveau possible dans notre département.

Alors disons-le tout net, venir siéger aujourd'hui face au boycott d'autres organisations n'est pas une situation confortable. Nous savons très bien que certains n'hésiteront pas à nous brocarder ou nous pointer du doigt. Le confort était aisé : il aurait suffi de suivre ceux qui se refusent au débat.

Mais l'Unsa éducation est une organisation responsable et courageuse car son devoir est de représenter quoiqu'il en coûte les enseignants qui lui ont fait confiance aux dernières élections.

Ceci étant dit nous pouvons maintenant nous concentrer sur l'analyse des documents reçus.

Il ne nous semble pas qu'il y ait eu de modification par rapport à ceux étudiés la semaine passée.

Et nous nous y attendions. En effet nous pouvons difficilement critiquer le travail de la Division de l'Organisation Scolaire ainsi que le pilotage départemental.

D'ailleurs nous l'avons souligné lors du premier CTSD et aucune organisation n'avait pu démontrer une mauvaise répartition et proposer une alternative plus séduisante.

Le choix de donner une marge d'autonomie supérieure à 43 établissements ciblés au regard des évaluations et des éléments de pilotage nous semble aller dans le bon sens. Celui que nous défendons depuis toujours soit donner plus à ceux qui en ont le plus besoin.

Le E/D de chaque établissement ne paraît pas honteux même si nous voyons bien que part endroit les effets de cohorte engendrent des divisions chargées. L'utilisation de la part d'autonomie doit servir à multiplier les possibilités de travail en groupes restreints dans ces classes.

Alors pour quelles raisons sommes-nous en colère ?

Nous avons bien conscience que ceci ne dépend pas du département mais nous ne pouvons passer sous silence la politique éducative que nous subissons depuis l'arrivée de notre nouveau ministre.

Ne concéder aucune heure poste alors que le nombre de collégiens est croissant est un crime contre nos élèves et nos collègues.

Les HSA qui ne devraient être que des variables d'ajustement sont maintenant la monnaie utilisée pour subvenir aux dépenses du surplus d'élèves.

Ceci engendre une multiplication de postes partagés avec pour certains enseignants des services dispensés dans d'autres établissements supérieurs à ceux de leur collège de rattachement. Ou inversement, une seule heure donnée à l'extérieur.

Comment gérer cette instabilité de poste ? Comment s'insérer dans des projets ou des travaux d'équipe que ce soit à court ou long terme ? Comment créer du lien avec l'équipe pédagogique ou la communauté éducative lorsque l'on se sent sur un siège éjectable ?

Comment travailler sereinement en équipe lorsque l'on va devoir faire porter la réussite des élèves sur l'accord de prendre 2 puis 3 ou 4 voire plus heures supplémentaires ?

Comment pérenniser des enseignements comme les lettres classiques quand la distribution d'HSA peut tourner à la foire d'empoigne ?

La politique est claire.

Dépensons le moins possible, ne créons pas de poste et comptons sur les contractuels pour faire ce que les titulaires auront le droit de refuser.

Créons l'incertitude, le sentiment d'insécurité et démontons pas à pas le service public laïque et gratuit de l'éducation nationale. Donnons toutes les excuses du monde aux parents qui le peuvent pour qu'ils se tournent vers l'enseignement privé.

Effectivement monsieur le ministre, l'enseignement est coûteux et par conséquent il ne sera jamais rentable.

Mais c'est le seul moyen de donner à ceux que la vie n'a pas forcément aidée, une possibilité de s'offrir celle dont ils rêvaient.

L'UNSA éducation siège en respect des instances départementales mais s'élève clairement et sans aucune compromission contre la politique actuelle qui déstabilise les établissements, procure la colère et l'inquiétude de toute la communauté éducative et met en péril les apprentissages de nos élèves.